

Les Révolutions Arabes et le Vide Politique en Arabie Saoudite

Jean-François Seznec, PhD

Georgetown University

En réaction aux mouvements de masse Egyptiens, Tunisiens, Yeméni, Syriens et Bahraini, le roi Abdullah d'Arabie Saoudite a annoncé des dépenses sociales de cent milliards de dollars, couvrant la création d'emplois massive dans l'administration, de grands projets d'infrastructure, la construction de 500,000 logements, d'écoles, d'hôpitaux, etc. mais aucun changement politique. La direction du royaume est toujours aussi contrôlée et centralisée par quelques princes d'âge très avancé.

Apparemment, ces solutions budgétaires ont réussi. Jusqu'à présent il n'y a eut que quelques petites manifestations. Les "days of rage" annoncés sur Facebook n'ont réuni que quelques centaines de personnes dans les grandes villes. Même les manifestations dans les centres Shi'ites de l'Est du pays ne furent que de courte durée et comptèrent moins de participants que de policiers.

A l'extérieur, le royaume sous le couvert du Conseil de Coopération du Golfe, a envoyé mille soldats de la garde nationale au Bahreïn. Ce renfort de troupes a permis à la famille al-Khalifa de réprimer violemment les manifestations et d'écraser toute velléité de démocratisation. Le pouvoir Saoudien a critiqué les américains pour laisser tomber Mubarrak et bin Ali. Il supporte al-Assad en Syrie et Ali Abdullah Saleh, ou un remplaçant similaire, au Yémen.

La politique du royaume semble donc consister à préserver le statu quo à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur à n'importe quel prix. Il semble aussi que cette politique ait réussi à maintenir la stabilité dans le royaume et que pour le moment le régime reste solide.

Cependant, l'immobilité politique imposée par le pouvoir apparaît surprenant. En effet dès son arrivée au pouvoir le roi avait promu un dialogue très apprécié dans la population entre les diverses tendances musulmanes: Hanbali-wahabi, Shafis, Sufis, et Shi'ites. Il présenta l'Islam comme étant une religion inclusive et ouverte à la modernité. Il ouvrit aussi un dialogue sur les grands problèmes du pays, comme le rôle des femmes ou la qualité de l'éducation. Il a modernisé l'éducation supérieure. En particulier, il a créé une nouvelle université chargée d'attirer des chercheurs du monde entier pour développer des nouvelles technologies énergétiques et en général faire avancer la science dans une atmosphère libre et même mixte. Dans le domaine économique, il a encouragé le développement industriel du pays, mis en place une infrastructure physique, bureaucratique et digitale moderne. Il a mis en place une politique vibrante chargée de réaliser sa vision du royaume comme un des grands pays du monde, et comme le leader du monde arabe, un peu à l'image de Haroun alRashid au temps des Abbassides à l'âge d'or du monde arabe.

En politique extérieure, le roi a essayé de développer des initiatives sans précédents, comme le plan Abdullah pour la Palestine, la réconciliation au Liban et aussi en Palestine, les efforts pour réintégrer la Syrie dans le monde politique arabe, et surtout une ouverture importante vers l'Iran avec une visite personnelle à Téhéran et des visites de Ahmadinejad à Riyadh.

Depuis quelques mois, ces initiatives internes et externes semblent s'être ralenties ou totalement arrêtées. Le dialogue avec l'Iran s'est perdu dans les brumes des tensions sur les problèmes nucléaires. Un anti-Shi'isme primaire semble avoir pris le dessus à Riyadh et les efforts de coopération avec l'Iran sont remplacés par la confrontation. Les problèmes des Houthis au Yémen coutent très cher au royaume en hommes et en argent. La paix en Palestine n'avance pas, bien au contraire. Le printemps arabe a surpris les princes saoudiens, et ils n'ont montré aucune capacité à comprendre l'importance des mouvements de foule et du "ras-le-bol" de la Tunisie, l'Égypte, Yémen, Syrie, Bahrein, etc. En fait, il est assez clair que le pouvoir actuel Saoudien ne peut imaginer que ce qui est resté constant pendant trente ou quarante ans puissent changer.

Donc, en contraste avec les idées modernistes du roi depuis son accès au pouvoir jusqu'à ces derniers mois, toute la politique Saoudienne est basée sur le maintien du statu quo. Il semble que le roi n'a plus la force de diriger le pays, et qu'en son "absence" d'autres princes prennent les décisions. Le roi a 87 ans. En 2010 il a été malade et s'est absenté pour plusieurs mois pour être soigné à New York, suivi de plusieurs semaines au Maroc. Son demi-frère, et prince consort, Sultan à 86 ans est réputé être encore plus malade qu'Abdullah et est actuellement en traitement à New York. Cela laisse donc une abysse dans la direction du pays au moment où les révolutions arabes et la politique nucléaire de l'Iran créent des challenges monumentaux à la direction du pays.

L'homme fort du royaume en ce moment est le Prince Nayef bin AbdelAziz, le ministre de l'intérieur et chef du gouvernement en l'absence du roi et du prince consort. Lui même a 77 ans et est, d'après les rumeurs, assez malade. Malgré ces problèmes, le prince Nayef et son fils Mohamed bin Nayef ont la responsabilité de la lutte contre al Qaeda. Ils ont le contrôle des très importantes forces frontalières, des gardes-côtes, de la police et d'une grande partie des services secrets. Bien sûr, le Ministère de l'Intérieur dirige toutes les municipalités et en général est chargée de la stabilité interne du pays. Le prince Nayef aujourd'hui dirige une organisation plus forte et nombreuse que les forces militaires traditionnelles du Prince Sultan au Ministère de la Défense. Cet avantage est d'autant plus important que le Ministère de l'Intérieur a de fait gagné la bataille contre al Qaeda et que par contre, les forces armées du Prince Sultan n'ont pas eu un succès retentissant au Yémen.

Cependant Nayef est vu par maint diplomates comme étant très proche des mouvements Salafistes et donc vu comme étant à la source des réactions anti-Shi'ites en particulier au Bahrain. Il se pourrait pourtant que la motivation du Prince Nayef est moins de mettre les Shi'ites à leur place et d'arrêter la prétendue influence de l'Iran, que de maintenir le statu quo. Même si Nayef est actuellement le dirigeant principal du pays, il ne peut faire sa propre politique sans l'accord du roi,

quelque soit sa santé, et du reste de la famille. Dans le royaume, toutes les grandes décisions et nouvelles orientations politiques doivent se faire en consensus avec le roi et les princes principaux. Tant que le roi est vivant, même invalide, Nayef ne peut développer sa propre politique et ne peut que supporter le statu quo dans le pays et à l'extérieur.

L'ossification, quasiment la gérontocratisation, de la direction du pays, signifie que le royaume est incapable de pratiquer la politique activiste et courageuse de changement que le roi Abdullah avait poursuivi jusqu'en 2010. La direction politique actuelle du pays ne peut qu'essayer d'arrêter le changement au lieu de le diriger.

Le manque de direction à la tête de l'état pourrait avoir des conséquences importantes et négatives pour le royaume. Par exemple, le réflexe anti-Shi'ite au Bahrein pourrait très bien avoir des résultats totalement opposés à ce que les al-Saud et les al-Kahlifa comptaient obtenir. La répression sauvage au Bahrein qui cherche à extirper une influence Iranienne, plus imaginaire que réelle, en fait rend les Iraniens les seuls protecteurs des Shi'ites opprimés par le pouvoir et va voir les Shi'ites Bahreini se tourner vers eux. De même en Syrie, il est intéressant de noter que les Saoudiens supportent Bachir al-Assad, le principal allié de l'Iran dans le monde.

Un des facteurs importants dans les décisions Saoudiennes au Bahrein pourrait être la peur qu'une monarchie constitutionnelle ait pu se développer. Le fait que la répression soit le plus féroce contre les classes professionnelles, docteurs, journalistes, avocats, traditionnellement les plus politiquement libérales et ouvertes à une collaboration avec les Sunnis et le pouvoir montre que la peur du centre politique est dominante. En effet avant l'intervention Saoudienne, Sheikh Salman bin Hamad, le prince consort du Bahrein, était en négociations avancées avec les Shi'ites centristes libéraux et les opposants Sunnis au régime pour établir une vraie monarchie constitutionnelle. Ces groupes n'ont rien en commun avec l'Iran et représentent une large proportion du pays. Bien sûr, cela aurait signifié qu'une large portion de la famille royale du Bahrain aurait perdu son pouvoir quasi féodal et son contrôle de l'économie. Cela aurait aussi signifié qu'une structure politique modérée et quasi démocratique aurait existé au porte de l'Arabie Saoudite, représentant un danger beaucoup plus grand à la famille al-Saud que les Shi'ites et l'Iran. Il se pourrait donc, qu'une alliance entre les ultras à Bahrain et le Prince Nayef à Riyadh se soit forgé à l'ombre d'un anti-Shi'isme traditionnel pour se débarrasser d'un centrisme politique plus dangereux pour les clans al-Saud et al-Khalifa que toute les machinations du président Ahmadinejad.

En Arabie Saoudite même, il y a eu un seul développement politique. De nouvelles élections pour les conseils municipaux vont se dérouler fin Septembre, mais sans aucun changement dans le système actuel. Les conseils seront toujours dominés par les conseillers nommés par le ministre de l'intérieur, les femmes ne voteront pas, malgré les promesses d'il y a quelques années. Il n'y toujours aucune mention d'élections au Majlis asShoura, le parlement, dont les membres sont nommés par le roi. Toute évolution politique a été remplacée par une distribution

monétaire certainement efficace à court terme mais n'apportant aucune solution à long terme à la montée de la jeunesse et à l'aspiration des citoyens à plus de participation. D'un autre côté, il faut admettre que la population Saoudienne n'est pas politiquement active. Il n'est pas sûr que les citoyens veulent changer le système actuel. Après tout, les gens vivent plutôt bien et le futur apparaît prometteurs pour leurs enfants. Tout le monde se plaint de la corruption, surtout au niveau de la famille royale, mais les gens semble préférer "le diable qu'ils connaissent au diable qu'ils ne connaissent pas".

En somme, le royaume est entre deux règnes et sans direction réelle à un moment très critique. Le royaume n'est plus capable d'influencer le tsunami socio-politique de sa région. Heureusement pour le pouvoir actuel, les importantes réserves financières venues du pétrole lui permette de gagner du temps. Cependant, la perte de la vision profonde, ouverte et optimiste du pays qu'avait le roi Abdullah, signifie que l'Arabie Saoudite a perdu pour le moment sa position de leader du monde arabe et une bonne partie de l'influence qu'elle avait dans les affaires mondiales.